

## BARNIER CENSURÉ, PLACE AUX TRAVAILLEURS ET AUX TRAVAILLEUSES

331 députés de la gauche et du Rassemblement national ont voté hier soir ensemble la censure contre le gouvernement Barnier. Celui-ci n'avait pourtant pas lésiné sur les concessions à l'extrême droite depuis sa nomination par Macron. Marine Le Pen avait fait Barnier, elle l'a défait hier soir.

### TOUT DE SUITE LA SUITE

Aucun travailleur ne pleurera sur le sort de Barnier, issu des sphères les plus réactionnaires des politiciens bourgeois et sorti de la naphtaline par Macron à la fin de l'été pour continuer en pire la politique antisociale menée depuis sept ans par le clan macroniste, rejeté et détesté par une grande majorité des classes populaires et de la jeunesse.

Le RN, tiraillé entre la pression des sondages qui démontrent l'impopularité de Macron, de Barnier et de son budget, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », a finalement choisi de faire chuter le gouvernement tout en rassurant le monde patronal de sa volonté d'accoucher d'un budget qui prendra sur les services publics et les droits des fonctionnaires pour continuer à subventionner le grand patronat, les banques et l'armée. Faut-il y voir une volonté de Le Pen, future condamnée à de l'inéligibilité, d'avancer le calendrier électoral présidentiel ? Le NFP se réjouit de la chute du gouvernement Barnier mais apparaît déjà complètement divisé sur la suite immédiate : la FI rêve d'une élection présidentielle tandis que le PS, ainsi qu'une partie des Verts, propose ses services pour un gouvernement autour de Macron et de LR.

Qui « des présidentielles anticipées », qui un « gouvernement de consensus », tout ce petit monde de la gauche parlementaire ne raisonne qu'en termes de solutions institutionnelles.

Quant à Macron il va parler « aux Français » de-

main... mais personne n'a plus envie de l'écouter !

### LE 5 DÉCEMBRE ET APRÈS, À NOUS DE JOUER !

Moins que jamais, notre sort ne doit dépendre des calculs politiciens et du calendrier institutionnel, prévu ou improvisé. C'est toute la politique raciste, antisociale et en soutien à l'État sioniste de Netanyahu qui doit être censurée.

Ce qui sera déterminant pour aller dans ce sens dans les prochains jours, c'est la mobilisation sociale du monde du travail, qui s'annonce forte dès demain avec l'appel à la grève dans toute la fonction publique. Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons.

Derrière le cirque parlementaire, le pouvoir du patronat sur l'économie et sur nos vies est toujours préservé : les actionnaires des grands groupes peuvent décider de licencier des milliers de travailleurs d'un trait de plume et condamner des régions entières au chômage. Ce ne sont pas moins de 300 000 emplois qui sont déjà menacés et les annonces pleuvent tous les jours. Les travailleurs concernés ne restent pas l'arme au pied : chez Auchan, Michelin, Vencorex, MA France, Valeo, Arcelor, Arkema, Stellantis, les travailleurs et travailleuses se battent ou s'y préparent. Il faut que ces réactions s'étendent et s'unifient dans un mouvement du monde du travail tout entier pour imposer à notre tour nos revendications et notre agenda politique.

Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons. Aujourd'hui le 5, la semaine prochaine le 12 : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tout le monde du travail. C'est là que résidera la vraie censure capable de mettre fin à toutes les politiques au service des riches et des patrons.

## SALARIÉS DU PUBLIC OU DU PRIVÉ, MÊME COMBAT !

Aujourd'hui est une journée de grève de la fonction publique. De nombreuses écoles sont fermées, la grève est à la hauteur de la colère. Dans le public comme dans le privé, les attaques pleuvent. La dernière en date, le passage d'un à trois jours de carences pour l'ensemble des fonctionnaires : encore des économies pour l'État sur la santé des travailleurs. Et même contre la santé publique puisque c'est une incitation à venir travailler malade. Partout nos conditions de travail se dégradent et notre niveau de vie baisse. Tous ensemble contre le patronat et son État !

## LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS : LE MARATHON CONTINUE

300 000 postes sont menacés dans l'industrie. Dans la chimie, 15 000 licenciements sont prévus dans les trois prochaines années. Le bras de fer entre travailleurs et patronat a déjà commencé dans plusieurs usines comme à Vencorex, menacée de fermetures occupée depuis 44 jours. La direction use de toutes les manœuvres de division des salariés pour tenter de mettre fin au conflit. La division est un poison. Nous devons y opposer notre organisation, notre regroupement et notre solidarité !

Voir l'article complet sur le site du NPA-Révolutionnaires :



## CONSTRUISSONS LE « TOUS ENSEMBLE » LE 12 DÉCEMBRE !

Dans la chimie comme ailleurs, notre nombre et la conscience de notre force ferons la différence. Alors préparons-nous pour les bagarres de demain, rencontrons tous les salariés déjà en lutte, et rejoignons les dans la bagarre : nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes ! Une victoire de chacun d'entre nous et un pas en avant vers la victoire de tous. Commençons par défiler le plus nombreux possible lors de la journée de grève interprofessionnelle du 12 décembre.

## POUR NOËL ON VEUT DU SALAIRE !

Ce jeudi a lieu la distribution rituelle des chèques de Noël tant attendue par les salariés. 150 € de chèques de Noël, c'est bien, mais ce dont nous avons besoin c'est 150 € pour chacune de nos fins de mois !

## LES INTÉRIMAires NE SONT PAS DES SALARIÉS JETABLES

Dans la boîte, comme dans beaucoup d'autres, c'est toujours les intérimaires qui se tapent les tâches les plus pénibles. Une machine en panne ? Un intérimaire fera le travail à la main, quitte à s'esquinter la santé. Une tâche ingrate ? Idem. Et lors des négociations collectives, la direction fait tout pour les oublier, comme dans la clause « pas un salaire au-dessous de 2000 € » des dernières NAO. Et pour cause : celui qui proteste se voit menacé d'être mis en fin de contrat ! Ce statut, introduit au prétexte de donner aux entreprises plus de flexibilité lors des moments d'activité « exceptionnelle », sert en fait de main d'œuvre corvéable à merci. À Cenexi, c'est un huitième de la main d'œuvre qui est sous ce statut en permanence !

## SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS : MANIFESTONS LE 7

Plus d'un an de massacres génocidaires contre la population de Gaza, avec plus de 42 000 morts. Deux mois de bombardements au Liban, qui ont fait au moins 2 800 morts. Et malgré l'annonce d'un cessez-le-feu, l'armée israélienne continue à frapper. En Cisjordanie, la politique de colonisation de l'État d'Israël s'accélère. Pour dire notre opposition à la politique guerrière de Netanyahu, il faut amplifier la mobilisation. **À Paris, soyons nombreux le samedi 7 décembre à 14h à République !**

## CORÉE DU SUD : LOI MARTIALE ET RÉACTION POPULAIRE

Dans la nuit de mardi dernier, le président Yoon Suk-yeol a pris toute la société coréenne de court. Le dirigeant conservateur a déclaré la loi martiale afin de « protéger la Corée du Sud libérale des menaces posées par les forces communistes nord-coréennes et [...] anti-étatiques ». La rhétorique anticomuniste n'est qu'un paravent pour faire taire toute opposition contre son gouvernement impopulaire. Surtout celle des travailleurs : les syndicats du ferroviaire menaçaient d'appeler à la grève concernant leurs conditions de travail, et les ouvriers de Samsung ont tenu durant l'été une grève dure. La plus importante confédération intersyndicale du pays a immédiatement appelé ses 1,2 million de membres à entamer une « grève générale illimitée » jusqu'à la démission du président. Des milliers de personnes se rassemblaient devant le Parlement, empêchant l'armée d'y entrer. Face à la mobilisation, le président a été contraint de renoncer et est désormais menacé de destitution.